



## Histoire & mesure

XXI - 1 | 2006  
Varia

---

### Olivier FEIERTAG (dir.), *Mesurer la monnaie. Banques centrales et construction de l'autorité monétaire (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*

Paris, Albin Michel, Mission historique de la Banque de France, 2005.

Pierre-Cyrille Hautcœur

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/3470>

ISSN : 1957-7745

#### Éditeur

Éditions de l'EHESS

#### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2006

Pagination : 256-259

ISBN : 978-2-7132-2094-4

ISSN : 0982-1783

#### Référence électronique

Pierre-Cyrille Hautcœur, « Olivier FEIERTAG (dir.), *Mesurer la monnaie. Banques centrales et construction de l'autorité monétaire (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)* », *Histoire & mesure* [En ligne], XXI - 1 | 2006, mis en ligne le 22 février 2011, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/3470>

---

crédit et de débit. Les Romains consignaient les débits et crédits, mais tenaient aussi des enregistrements par poste ou par créancier. Les opérations quotidiennes étaient récapitulées dans une sorte de grand livre. Désormais, nul ne peut ignorer l'existence des enregistrements comptables, ni leur importance dans la vie quotidienne. Ce travail ouvre la voie à l'étude de la comptabilité d'État. G. Minaud apporte une contribution majeure à la compréhension de la vie économique du monde romain. C'est une étude indispensable.

**Georges Depeyrot**

Olivier FEIERTAG (dir.), *Mesurer la monnaie. Banques centrales et construction de l'autorité monétaire (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Albin Michel, Mission historique de la Banque de France, 2005.

Derrière un titre aussi alléchant, le lecteur d'*Histoire & Mesure* attend une réflexion sur la construction et l'utilisation des outils théoriques et statistiques de mesure de la monnaie dans la perspective de l'invention et de la mise en œuvre de la politique monétaire. Il sera sans doute un peu déçu. La mesure statistique est bien au centre de ce livre, mais souvent surtout dans sa dimension institutionnelle et descriptive, plus que dans ses dimensions théoriques ou politiques véritables. Des études sur l'histoire de la théorie monétaire dans ses relations avec la statistique — et sur leur articulation avec la politique monétaire effectivement menée —, l'auraient sans doute complété utilement. La variété des situations nationales en la matière aurait pu, sans doute, être reliée à celle des relations entre États et banques centrales, autre perspective absente d'un ouvrage qui privilégie une approche interne de ces dernières. Dans son champ d'analyse relativement restreint, cet ouvrage apporte néanmoins une quantité importante d'information sur la mise en place des systèmes statistiques des banques centrales.

L'ouvrage comporte, après un avant-propos du secrétaire général de la Banque de France, Yves Barroux, et une introduction d'Olivier Feiertag, treize chapitres dont deux « témoignages ». En termes chronologiques, il s'étend de 1797 à nos jours ; en termes géographiques, il couvre la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce et l'Italie, outre deux articles « internationaux » sur la Société des nations et la Banque des règlements internationaux. Un examen attentif montre cependant que la France est très présente, grâce à trois chapitres, aux deux témoignages et à une part substantielle de l'introduction ; cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant dans une collection « mission historique de la Banque de France ». De façon plus surprenante, le XIX<sup>e</sup> siècle fait l'objet de très peu de développements (les précédents de moins encore, comme le revendique le titre, sans justification très satisfaisante).

L'introduction affiche l'ambition du titre, sans proposer un véritable cadre théorique. À juste titre, l'auteur montre que si les premières publications de comptes par les instituts d'émission résultaient des exigences habituelles des actionnaires de sociétés privées, le développement des services de statistique et d'études dans les banques centrales est concomitant du rôle accru de celles-ci dans une économie mondiale très ouverte et sujette à des crises financières récurrentes, ce qui apparaît à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et se renforce avec les perturbations macroéconomiques de l'entre-deux-guerres. Ce développement résulterait aussi d'une demande sociale plus exigeante

dans des États de plus en plus démocratiques. L'affaiblissement de ces services dans les années d'économie plus fermée et dirigée de 1930 à 1970 n'est pas envisagé.

Outre le parallélisme de nombre d'évolutions nationales, l'auteur souligne enfin le rôle, spécialement dans l'entre-deux-guerres, des institutions internationales qui tentent de coordonner et d'harmoniser les statistiques monétaires ; l'action de P. Quesnay, successivement à la SDN, à la Banque de France et à la BRI, est mise en évidence (elle l'est également dans les communications de M. Margairaz et de P. Martin Aceña).

L'intéressant chapitre proposé par J. Klein se distingue fortement du reste du livre, par la période qu'il étudie (1797-1844) et surtout par son orientation vers l'histoire de la statistique. En effet, il « examine la contribution de la Banque d'Angleterre au développement des indices et des moyennes mobiles », dans une véritable perspective de construction de l'autorité monétaire, puisqu'il montre que les indices (en 1797) puis les moyennes mobiles (en 1832) sont inventés pour à la fois mettre en évidence et masquer la situation véritable de l'encaisse de la Banque, qui se trouve alors dans une passe difficile.

Les cinq chapitres suivants s'intéressent principalement à la création et au développement de services d'études statistiques et économiques dans un certain nombre de banques d'émission.

Celui d'A. Plessis, sur la production de statistiques par la Banque de France au XIX<sup>e</sup> siècle, fournit une description solide des obligations puis des initiatives de celle-ci en matière de publication de données d'abord bilantielles, puis plus largement monétaires et financières. Il souligne le rôle de Clément Juglar, puis de Pierre Des Essars, Georges Roulleau, André Liesse et du walrasien Albert Aupetit dans le développement d'un véritable bureau des études économiques au temps du gouverneur Georges Pallain (soit entre 1897 et 1920).

G. Kostelenos présente également dans sa contribution un récit de la mise en place — tardive et d'abord peu institutionnalisée — d'un service des études à la Banque nationale de Grèce (créée en 1841, et qui détint un privilège d'émission jusqu'à 1928). Il se concentre cependant sur l'utilisation des données statistiques réunies par la Banque dans deux directions : en premier lieu, il se sert des données de bilan de la Banque pour présenter une analyse de performance de celle-ci en termes de risque et de rendement. Surtout, il utilise ces statistiques pour construire des séries monétaires macroéconomiques, dans la mesure où la Banque nationale de Grèce fut, jusqu'à 1928, à la fois le principal émetteur de billets et la principale banque commerciale du pays.

Dans sa contribution, R. Scatamacchia étudie l'émergence du service des études de la Banque d'Italie, appelé à connaître un grand développement et un prestige exceptionnel. Elle souligne que ce service joua non seulement un rôle de construction et de diffusion d'information statistique, mais aussi un rôle de formation interne, voire externe, concurrençant les Universités dans la formation aussi bien des économistes théoriciens que des statisticiens, ainsi que dans la production d'une recherche économique du plus haut niveau. Ce développement démarra, comme en France, à l'extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle, spécialement lorsque la Banque d'Italie nouvellement formée (1894) fit face à une crise bancaire majeure. Il s'accroît pendant l'entre-deux-guerres et atteint son apogée avec la création de la Fondation Stringher à la mort de l'ancien gouverneur (en 1930).

L'article d'I. Maes et E. Buyst décrit la création du service des études de la Banque nationale de Belgique à partir de 1906, sous l'impulsion d'Albert-Édouard Janssen et de Paul Van Zeeland. Il insiste sur le rôle de la déstabilisation provoquée par la Grande Guerre dans le développement d'une demande envers les travaux d'un tel service.

P. Martin Aceña montre ensuite comment le service d'études de la Banque d'Espagne naquit en 1930, lorsque les pouvoirs monétaires espagnols tentaient de stabiliser la peseta avec l'appui de la Banque des règlements internationaux et de la Banque de France. Pierre Quesnay et un jeune inspecteur de la Banque de France jouèrent ainsi un rôle important dans cette création. Quoiqu'établi tardivement, ce service d'études se distingua par la qualité de ses publications et par la modernité de ses analyses monétaires, précocement keynésiennes, dès les années 1930.

En complément de ces chapitres, deux articles soulignent le rôle des institutions internationales en matière de statistiques monétaires. M. Margairaz montre comment le secrétariat de la Société des nations tenta d'harmoniser les statistiques monétaires produites par les banques centrales dans les années 1920. Il étudie en particulier la réunion internationale des services d'études des instituts d'émission qui se tint à la Banque de France en avril 1928. Il souligne combien il est difficile d'harmoniser des statistiques correspondant à des systèmes financiers structurellement différents, et suggère que la coordination permit en premier lieu de comprendre ces différences.

P. Clement met en évidence le développement des publications statistiques de la Banque des règlements internationaux des années 1930 à 2000. Il insiste surtout sur l'évolution de ces publications, de la compilation de statistiques macroéconomiques nationales vers des statistiques plus spécifiquement financières et monétaires, sous l'influence des tensions monétaires croissantes des années 1960.

Le chapitre de P. Baubeau sur le capital de la Banque de France montre que l'on peut voir dans celui-ci un reflet des situations successives de la Banque : banque privée devant garantir son passif, puis institut d'émission quasi public implicitement garanti par l'État. La représentation des statistiques bilantielles n'est cependant pas vraiment intégrée au récit historique, dont elle est plutôt l'illustration.

Dans l'article le plus substantiel du livre, O. Feiertag étudie la « greffe économétrique » résultant de l'arrivée à la Banque de France de quelques polytechniciens et économistes statisticiens (en premier lieu Jacques-Henri David) groupés d'abord au sein d'une petite section d'études économétriques créée en 1969. L'auteur suggère que l'introduction des techniques économétriques, qui coïncida avec la publication du rapport Sadrin-Marjolin-Wormser, prépara la mise en place d'une « véritable » politique monétaire, soit l'adoption de l'*open market*. Elle conduisit aussi à un renouvellement théorique, inspiré initialement surtout du monétarisme radical de la Banque fédérale de réserve de Saint-Louis. Cependant, l'échec pratique du premier modèle en résultant, Simplet, conduisit à une réflexion originale tentant de développer une analyse plus réaliste du système financier français, dans la tradition keynésienne d'un Denizet et dans celle des derniers travaux de John Hicks, sous l'égide de Gérard Maarek et de Vivien Lévy-Garboua. Cette « école de la Banque de France », placée dans une position stratégique, put développer son programme à la fois sur le plan théorique, sur celui des données statistiques et en matière de méthodes économétriques. De là à conclure, comme le fait l'auteur, que cette école a ainsi préparé les réformes des années 1980, il y a un pas peut-être franchi trop rapidement.

A. de Lattre propose ensuite un témoignage sur la modernisation et l'ouverture de la Banque de France, qu'il tenta de promouvoir comme sous-gouverneur entre 1966 et 1973. Par un nouveau concours de recrutement de haut niveau, par l'informatisation, par l'ouverture vers l'Université et vers l'étranger, des idées nouvelles se développèrent et se diffusèrent, qui devaient conduire aux transformations profondes de la politique monétaire des deux décennies suivantes.

Le témoignage d'Y. Baroux se situe plus précisément dans la poursuite de l'article d'O. Feiertag. Il montre la rupture que constitua la création du service d'études économétriques en matière à la fois d'analyse économique et de constitution des séries statistiques indispensables au test des modèles, séries qui ne devinrent cependant disponibles en quantité et en qualité suffisantes que vers 1980.

Enfin, J. Cordier clôt l'ouvrage avec un article sur le système européen de banques centrales et les statistiques européennes. Il y montre les liens entre les étapes de l'intégration européenne et celles de l'harmonisation et de l'intégration de systèmes statistiques de plus en plus larges.

### **Pierre-Cyrille Hautœur**

Yannick MAREC (dir.), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII<sup>e</sup>-fin XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Créaphis, 2005, 750 pages.

Cet ouvrage est la publication de communications présentées à un colloque d'histoire urbaine qui s'est tenu à Rouen en 2002. Ses dimensions peuvent faire peur : pas moins de 54 articles, en 750 pages, pour explorer, plus que des « villes en crises », des politiques municipales conduites aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Politiques municipales qui vont de l'édification d'écoles à l'attribution de permis de construire, de la gestion des logements insalubres aux aides aux plus pauvres, du sport à la lutte contre la typhoïde. Les bureaux de bienfaisance, hôpitaux, écoles, associations caritatives, boulangeries ou laboratoires municipaux forment donc l'essentiel des institutions évoquées. L'espace français est privilégié, mais de riches études sur des villes italiennes (Turin, Bologne, Catane), espagnole (Cordoue) ou belge (Bruxelles) permettent de se détacher de chronologies ou d'analyses trop strictement nationales.

Une relecture de l'œuvre de Louis Chevalier constitue le point de départ de cet ouvrage. Mais, plus que les liens entre villes et criminalité, c'est le poids des représentations des acteurs, notamment dans la prise de décision politique, qui est au centre de la grande majorité des communications.

Ainsi, J. Aubrun évoque l'image changeante de la banlieue sud à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, G. P. Navarte celle de la dignité des femmes sous le franquisme, D. Huchtker celle des pauvres dans le Berlin du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces représentations ne sont jamais isolées de leur contexte de production : les auteurs présentent clairement les différents acteurs impliqués dans la production et la diffusion de telles images (maires, élus locaux, préfets, notables, membres du clergé, propriétaires...). C'est bien dans le courant historiographique qui insiste sur la fonction performative des représentations que se placent la grande majorité des auteurs.

Leur attention se porte également sur les pratiques de l'administration locale. Les conflits entre administrations sont soulignés, comme les situations de rivalité ou